

d. Réalisation de l'assurance pour la protection de la maternité et dépénalisation de l'avortement.

4. Au chapitre 5, territoire, agriculture et environnement

a. Programme urgent de lutte contre la spéculation foncière;

b. Mesures urgentes contre la pollution de l'air.

5. Au chapitre 6, énergie, transports et télécommunications

a. Adoption d'une loi sur les économies et l'utilisation rationnelle de l'énergie et renonciation à la construction de nouvelles centrales nucléaires;

b. Financement, avec la taxe sur les carburants, d'un programme de développement, d'amélioration des transports publics, qui favorise les chemins de fer.

6. Au chapitre 3, ordre juridique

a. Programme de mesures législatives pour réaliser rapidement l'égalité des droits entre l'homme et la femme;

b. Renonciation au système d'information de la police criminelle (KIS).

7. Au chapitre 2, la Suisse dans le concert des nations

a. Augmentation de l'aide au développement à 0,38 pour cent du PNB, en donnant priorité absolue à la coopération directe avec les pays, les régions et les groupes de population les plus défavorisés;

b. Révision de la loi sur l'exportation d'armes, dans un sens restrictif.

8. Au chapitre 25, défense militaire

a. Renonciation au programme d'acquisition du nouveau char Léopard 2.

9. Au chapitre 12, finances de la Confédération

a. Réalisation de l'harmonisation fiscale matérielle, en particulier pour les personnes morales;

b. Mesures efficaces de lutte contre la fraude fiscale, y compris l'augmentation du personnel de l'Administration fédérale des contributions pour les inspections fiscales;

c. Renonciation à la compensation des dépenses routières supplémentaires par les cantons;

d. Maintien de la compensation semestrielle du renchérissement du personnel fédéral.

Le président: La commission et le Conseil fédéral s'opposent à la motion de M. Carobbio.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	118 Stimmen
Für den Antrag Carobbio	5 Stimmen

Abschreibung – Classement

Le président: Le Conseil fédéral propose le classement de deux postulats. L'un concerne le rapport sur les Grandes lignes, c'est le postulat n° 83.310: Plan directeur de l'armée, révision. L'autre a trait au rapport sur le plan financier de la législature de la Confédération pour les années 1985 à 1987; c'est le postulat n° 82.452: Assainissement des finances fédérales.

Aucune autre proposition n'étant faite, ces deux postulats sont classés.

Zustimmung – Adhésion

84.360

Motion Bäumlin

Zielorientierte Regierungspolitik (Zuweisung)

Meilleure orientation

de la politique gouvernementale (Attribution)

Wortlaut der Motion vom 14. März 1984

Der Bundesrat wird beauftragt,

1. die Regierungsrichtlinien in Zukunft vermehrt auf eine zusammenhängende kritische Analyse der gegenwärtigen nationalen und internationalen Verhältnisse und der mittel- und langfristigen Entwicklungstrends abzustützen, wobei die bereits vorhandenen prognostischen Studien (GVK, GEK, St. Galler Entwicklungsperspektiven, «Global 2000», «Lateinamerikanisches Weltmodell» usw.) stärker heranzuziehen und kritisch auszuwerten sind;

2. die massgebenden Ziele und Prioritäten der Regierungspolitik offen und argumentativ (auch in Auseinandersetzung mit denkbaren Alternativen) zu entwickeln und zu bestimmen sowie Strategien zu entwerfen, die es erlauben, schweizerische Politik in den Zusammenhang verbesserter ökonomischer, sozialer und ökologischer Überlebenschancen zu stellen, wobei von der bisherigen, fast ausschliesslichen Orientierung der Regierungsrichtlinien an der (vor allem aussen-)wirtschaftlichen Entwicklung Abstand zu nehmen ist und alle Möglichkeiten einer eigenständigen Politik zu sichten und wahrzunehmen sind, die die sozialen und die ökologischen Bedürfnisse stärker berücksichtigen;

3. die nationalen Forschungsprogramme so auszurichten, dass sie dem Zweck einer derart zielorientierten, zukunftsgerichteten Politik besser dienen;

4. die Kantone mehr und mehr in die Planung einer zielorientierten Politik einzubeziehen.

Der Bundesrat wird eingeladen, bereits im Zwischenbericht zu den Regierungsrichtlinien 1983 bis 1987 erste Ergänzungen im oben gewünschten Sinne anzubringen.

Texte de la motion du 14 mars 1984

Le Conseil fédéral est chargé:

1. D'étayer les Grandes lignes de la politique gouvernementale, davantage qu'auparavant, sur une analyse critique et cohérente de la situation nationale et internationale du moment et des tendances à moyen et à long terme, les études prospectives dont on dispose déjà (Conception globale des transports, conception de l'énergie, perspectives de développement dites de Saint-Gall, «Global 2000», «Modèle planétaire d'Amérique latine», etc.) devant y être plus fortement intégrées et exploitées de manière critique;

2. De développer et désigner ouvertement et franchement, avec arguments à l'appui, les principaux objectifs et priorités (en les confrontant également avec des solutions de rechange concevables) et de proposer en outre des stratégies qui permettent d'axer la politique suisse sur l'amélioration des chances de survie, sur le plan économique, sociale et écologique; en l'occurrence, il faudrait donc se distancer de l'orientation actuelle des Grandes lignes de la politique gouvernementale, qui sont presque exclusivement conçues en fonction de l'évolution économique (économie extérieure surtout). Il faudrait donc passer en revue et saisir toutes les possibilités qui s'offrent à notre pays de mener en toute indépendance une politique qui tienne plus rigoureusement compte des besoins sociaux et écologiques;

3. D'orienter les programmes nationaux de la recherche de telle façon qu'ils servent plus efficacement les objectifs de cette politique mieux branchée sur l'avenir;

4. D'associer de plus en plus les cantons au processus de planification d'une politique conçue en fonction d'objectifs bien précis.

Le Conseil fédéral est chargé d'apporter les premières améliorations dans le sens indiqué ci-dessus, dans le rapport intermédiaire sur l'application des Grandes lignes de la politique gouvernementale 1983 à 1987.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Ammann-St. Gallen, Bircher, Braunschweig, Bundi, Christinat, Clivaz, Eggenberg-Thun, Fankhauser, Friedli, Gloor, Grendelmeier, Günter, Hubacher, Jaeger, Jaggi, Leuenberger Ernst, Leuenberger Moritz, Longet, Maeder-Appenzell, Mauch, Meizoz, Morf, Nauer, Neukomm, Ott, Pitteloud, Renschler, Robbiani, Robert, Ruch-Zuchwil, Ruffy, Stamm Walter, Stappung, Uchtenhagen, Vannay, Weber-Arbon (36)

M. Cevey, rapporteur: La motion de M. Bäumlin a été discutée au sein de notre commission. Elle est intéressante; elle porte en effet sur l'avenir du rapport sur les Grandes lignes et le plan financier comme sur la manière de traiter ces rapports. Il nous paraît utile de la joindre à la motion de M. Generali, ancien conseiller aux Etats, qui propose la suppression du rapport intermédiaire sur les Grandes lignes, de telle sorte qu'une commission – cela pourrait être la nôtre si le bureau en décide ainsi – puisse étudier les propositions qui nous sont faites et envisager éventuellement d'innover en ces matières.

Eggenberg-Thun, Berichterstatter: Wir haben schon beim Eintreten auf die Richtlinien festgestellt, dass die Motion Bäumlin in der Kommission nicht behandelt worden ist, und zwar nicht, weil es ihr an Aktualität fehlen würde, sondern vor allem deshalb, weil sie den Rahmen der Beratungen innerhalb der Richtlinien gesprengt hätte. Wir haben damals schon festgestellt, dass wir es als sinnvoll erachten, die Motion auch im Zusammenhang mit der Initiative Generali, die ja den Zwischenbericht in Frage stellt, zu behandeln. Wir schlagen Ihnen daher vor, die Motion Bäumlin zur Beratung und Behandlung der gleichen Kommission zuzuweisen.

Le président: Les deux rapporteurs de la commission chargée d'étudier les grandes lignes et le plan financier proposent de renvoyer la motion de M. Bäumlin à leur commission. Aucune autre suggestion n'est faite; il en est ainsi décidé.

Zustimmung – Adhésion

83.076

Bundespersonal. Teuerungszulagen Personnel fédéral Allocations de renchérissement

Botschaft und Beschlusssentwurf vom 28. November 1983 (BBI IV, 545)
Message et projet d'arrêté du 28 novembre 1983 (FF IV, 549)

Beschluss des Ständerates vom 6. März 1984
Décision du Conseil des Etats du 6 mars 1984

Antrag der Kommission

Eintreten

Proposition de la commission

Entrer en matière

Reimann, Berichterstatter: Der geltende Bundesbeschluss vom 25. Juni 1976 über die Teuerungszulagen an das Bundespersonal wurde am 20. Juni 1980 verlängert und ist befristet bis 21. Dezember 1984. Der Bundesrat unterbreitet uns deshalb eine Botschaft für eine weitere Verlängerung für die nächsten vier Jahre bis 31. Dezember 1988.

Gemäss Bundesverfassung liegt die Festsetzung der Löhne für das Bundespersonal im Geschäftsbereich der eidgenössischen Räte. Bis 1960 wurden die Teuerungszulagen aufgrund von Schätzungen über die zu erwartende Entwicklung des Lebenshaltungsindex jährlich durch die Bundesversammlung festgesetzt. Ab 1961 wurde am Jahresende jeweils der im Laufe des Jahres eintretende Reallohnverlust entsprechend dem monatlich verzeichneten Teuerungsanstieg genau ermittelt und durch eine Nachzahlung voll ausgeglichen. Mit dem Bundesbeschluss vom 25. Juni 1976 wurde der Bundesrat ermächtigt, ab 1. Januar die Bezüge des Bundespersonals halbjährlich auf 1. Januar und 1. Juli der Teuerung anzupassen. Mit der Einführung der halbjährlichen Teuerungszulage wurde die Nachteuerungszulage fallengelassen und durch eine Bestimmung ersetzt, die es dem Bundesrat erlaubt, eine ergänzende Zulage zu beschliessen, wenn durch die halbjährlich festgesetzte Teuerungszulage die Zunahme der jährlichen Lebenskosten nicht ausgeglichen wird. Diese Kompetenz an den Bundesrat wurde jedoch eingeschränkt durch den Vorbehalt, wonach die wirtschaftlichen Verhältnisse und die Finanzlage des Bundes zu berücksichtigen seien. Unter dem Eindruck dieses Vorbehaltes hat der Bundesrat in den darauffolgenden Jahren auf die Ausrichtung einer ergänzenden Zulage verzichtet. Wegen des relativ schwachen Teuerungsanstieges wurde in den Jahren 1977, 1978 und 1983 die Teuerung nur noch einmal im Jahr ausgeglichen. Diese für das Bundespersonal wesentlich schlechtere Regelung hatte zur Folge, dass die Teuerung nicht mehr voll ausgeglichen wurde und das Personal bedeutende Kaufkraftverluste erleiden musste.

Im Entwurf zu einem Bundesbeschluss über die Teuerungszulage für die Jahre 1985 bis 1988 schlägt der Bundesrat vor, die Teuerung nur noch einmal pro Jahr auf den 1. Januar auszugleichen. Er möchte jedoch die Möglichkeit beibehalten, im Falle stark anfallender Teuerung eine Ergänzungszulage auszurichten. Dabei wäre auf die wirtschaftlichen Verhältnisse Rücksicht zu nehmen. In seiner Botschaft weist der Bundesrat auf die bisherige Praxis hin, wonach bei der Festsetzung der Lohn- und Arbeitsbedingungen des Bundespersonals den Verhältnissen in der Privatindustrie Rechnung zu tragen sei. Dabei ist es aber kaum möglich, dass der Bund seine Lohnskala laufend jeder Konjunkturschwankung anpassen kann. Vor allem während der Hochkonjunktur hat der Bund oft Mühe, die Lohnentwicklung in der Privatindustrie für sein Personal nachzuvollziehen, weshalb es auch nicht angezeigt wäre, bei wirtschaftlich schlechten Verhältnissen das Bundespersonal zu benachteiligen. Abgesehen davon, dass auch in einer schlechten Wirtschaftslage die Lohnsituation in den einzelnen Branchen und Betrieben der Privatindustrie recht unterschiedlich ist.

Der Bundesrat führte auch Verhandlungen mit den Personalvertretungen. Diese sprachen sich für eine unveränderte Weiterführung des geltenden Bundesbeschlusses aus. Nachdem jedoch der Bundesrat auf der einmaligen Ausrichtung des Teuerungsausgleichs beharrte, kam es mit der Personalvertretung zu keiner Einigung.

Der Ständerat hat als Erstrat bereits zur Botschaft Stellung genommen und beschlossen, auf die Vorlage einzutreten. Mit einem Stimmenverhältnis von 24 zu 12 hat er jedoch entschieden, auf die Möglichkeit einer ergänzenden Teuerungszulage zu verzichten. Andere sowohl weitergehende wie auch die bundesrätliche Vorlage verschlechternde Anträge wurden vom Ständerat abgelehnt.

Die Kommission des Nationalrates hat die Vorlage an ihrer Sitzung vom 22. Mai 1984 durchberaten. Abgesehen von einer kleinen Korrektur zu Artikel 1 Absatz 1bis hat sie sich mehrheitlich den Anträgen des Ständerates angeschlossen. Ein Antrag auf Beibehaltung des zweimaligen Teuerungsausgleiches pro Jahr wurde von Ihrer Kommission mit 13 zu 9 Stimmen abgelehnt. Ein Antrag auf Begrenzung der Zwischenteuerungszulage auf den Höchstbetrag der 13. Besoldungsklasse erlitt mit 13 zu 7 Stimmen das gleiche Schicksal, desgleichen ein Antrag, die Teuerung auf Jahresmitte

Motion Bäumlín Zielorientierte Regierungspolitik (Zuweisung)

Motion Bäumlín Meilleure orientation de la politique gouvernementale (Attribution)

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1984
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	09
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	84.360
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	18.06.1984 - 14:30
Date	
Data	
Seite	819-820
Page	
Pagina	
Ref. No	20 012 526